

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENT ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la				
CAPTEAO : voie ordinaire :	22.000	42.000	Adresser les demandes d'abonnement au chef du	La ligne décomposée en corps 8 de
voie aérienne :	28.000	39.000	Service des Journaux officiels de la République	62 lettres ou signes, interlignes et
communs : voie ordinaire:	25.000	35.000	de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan,	blancs compris.....
voie aérienne	30.000	50.000	BCEAO A 0005 0002.	2.500 francs
Etranger : France et pays extérieurs				Pour chaque annonce répétée, la ligne
communs : voie ordinaire	25.000	35.000		1.500 francs
voie aérienne	30.000	50.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu sont priés	Il n'est jamais compté moins de
Autres pays : voie ordinaire	25.000	35.000	d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	10 lignes ou perçu moins de
voie aérienne	40.000	50.000		25.000 francs
Prix du numéro de l'année courante		1.000		pour les annonces.
Au-delà du cinquième exemplaire		300		
Prix du numéro d'une année antérieure		1.500	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu
Prix du numéro légalisé		2.000	des <i>Journaux officiels</i> au plus tard le jeudi précédant	en plus du prix du numéro les frais de timbre et de
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.			la date de parution du « J.O. »	légalisation en vigueur.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2017 ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

15 février.. Ordonnance n° 2017-107 portant modification de l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE. 693

2016

12 octobre.. Décret n° 2016-782 relatif aux conditions et modalités de conclusion des conventions de concession pour l'exercice des activités de production, de transport, de dispatching, d'importation, d'exportation, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique. 694

12 octobre.. Décret n° 2016-783 fixant les conditions d'exercice et les modalités de la vente de l'énergie électrique produite par un producteur indépendant ou de l'excédent d'énergie électrique produite par un auto-producteur. 697

2017

25 janvier. Décret n° 2017-46 définissant les conditions et les modalités de l'assujettissement, de l'affiliation et de l'immatriculation au régime général de base de la Couverture Maladie universelle. 699

25 janvier.. Décret n° 2017-47 fixant les modalités d'accès aux prestations de soins de santé de la Couverture Maladie universelle. 701

15 février. Décret n° 2017-108 portant modification du décret n° 2012-365 du 18 avril 2012 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE. 703

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.

704

PARTIE OFFICIELLE

2017 ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDONNANCE n° 2017-107 du 15 février 2017 portant modification de l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, du ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2016-1116 du 8 décembre 2016 portant budget de l'Etat pour la gestion de l'année 2017, notamment en son article 12 ;

Vu l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE ;

Le Conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article 1. — Il est inséré un article 12.1 entre l'article 12 et l'article 13 de l'ordonnance n°2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE, libellé comme suit :

« Article 12.1 (nouveau). — *La pension de retraite des fonctionnaires est majorée selon les modalités déterminées par décret.*

Outre la majoration prévue à l'alinéa précédent, le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite peut bénéficier d'allocations familiales dans les conditions fixées par décret ».

Art. 2. — Les articles 11 et 33 de l'ordonnance n°2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE, sont modifiés comme suit :

« Article 11 (nouveau). — *Les émoluments de base servant au calcul de la pension sont fixés par décret.*

Toutefois, lorsque la mise hors de service ou le décès d'un fonctionnaire se produit par suite d'un accident survenu en service ou à l'occasion du service, les émoluments de base sont représentés par le dernier traitement indiciaire soumis à retenue, afférent à l'emploi ou au grade et à l'échelon effectivement détenus au moment de la cessation de service.

Les traitements indiciaires des emplois supprimés sont assimilés par un acte réglementaire à des traitements d'indices existants ».

« Article 33 (nouveau). — La jouissance de la pension du conjoint survivant est fixée selon les modalités déterminées par décret ».

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 15 février 2017.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2016-782 du 12 octobre 2016 relatif aux conditions et modalités de conclusion des conventions de concession pour l'exercice des activités de production, de transport, de dispatching, d'importation, d'exportation, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur rapport conjoint du ministre du Pétrole et de l'Energie, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant Code de l'électricité ;

Vu l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements ;

Vu le décret n° 2005-520 du 27 octobre 2005 portant approbation de l'avenant n°5 à la convention de concession du service public national de production, de transport, de distribution, d'exportation et d'importation de l'énergie électrique, signée le 12 octobre 2005 entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la Compagnie ivoirienne d'Electricité ;

Vu le décret n°2009-259 du 6 août 2009 portant Code des marchés publics, tel que modifié par le décret n° 2014-306 du 27 mai 2014 et le décret n° 2015-525 du 25 juillet 2015 ;

Vu le décret n° 2009-260 du 6 août 2009 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale de Régulation des Marchés publics, ANRMP, tel que modifié par le décret n° 2013-308 du 8 mai 2013 ;

Vu le décret n° 2010-200 du 15 juillet 2010 portant définition des règles de gestion des flux financiers du secteur de l'électricité ;

Vu le décret n° 2011-472 du 21 décembre 2011 portant création de la société d'Etat dénommée « ENERGIES de Côte d'Ivoire », en abrégé CI-ENERGIES ;

Vu le décret n° 2012-1151 du 19 décembre 2012 relatif aux contrats de partenariats public-privé, tel que modifié par le décret n° 2014-246 du 8 mai 2014 ;

Vu le décret n° 2015-185 du 24 mars 2015 portant organisation du ministère du Pétrole et de l'Energie ;

Vu le décret n°2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n°2016-1002 et n°2016-1003 du 25 novembre 2016 ;

Vu le décret n° 2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n°2016-339 du 25 mai 2016 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Section 1 : Objet

Article 1. — Le présent décret a pour objet de déterminer les conditions et les modalités de conclusion des conventions de concession pour l'exercice des activités de production, de transport, de dispatching, d'importation, d'exportation, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique.

Section 2 : Cadre institutionnel

Art. 2. — Il est créé, au sein du ministère en charge de l'Energie, un Comité de pilotage chargé :

— de mener les négociations des protocoles et des conventions pour la mise en œuvre des projets d'investissement dans le secteur de l'électricité ;

— d'établir les calendriers des réunions ;

— d'examiner les projets des protocoles, de conventions ou de contrats soumis pour signature à l'autorité concédante et de donner son avis sur ces projets ;

— d'examiner et de traiter toutes questions transversales concernant plusieurs structures du secteur de l'électricité ou des ministères parties prenantes ;

— de suivre l'exécution des décisions issues des négociations.

Art. 3. — Le Comité de pilotage est composé :

— du directeur de Cabinet du ministre chargé de l'Energie ou son représentant, président ;

— du directeur de Cabinet du ministre chargé de l'Economie et des Finances ou son représentant ;

— du directeur de Cabinet du ministre chargé du Budget ou son représentant ;

— du directeur général de l'Energie ou son représentant ;

— du directeur général de la Société des Energies de Côte d'Ivoire ou son représentant.